

LES CHIFFRES DU MOIS

La liste publiée par les Panama Papers recense

16 noms de personnes ayant fait des affaires en Birmanie et qui pourraient être liées à des crimes d'évasion fiscale, de dissimulation de capital, et de contournement de sanctions et de lois nationales.



Depuis que le nouveau gouvernement est entré en fonction le 1er avril, **235 prisonniers politiques** ont été libérés. 2 activistes ont toutefois été arrêtés et 16 ont été condamnés à des peines de prison. Il y'aurait encore **64** prisonniers politiques derrière les barreaux et **100** attendraient encore leur procès.

Selon le directeur de la Fondation Thabyay, il y aurait **600 000 étudiants** en Birmanie (sur 55 millions d'habitants) dont les **2/3** suivraient les cours à distance, les universités ayant été volontairement rendues difficile d'accès sous la junte militaire. En France sur les 65 millions d'habitants, il y a 2,39 millions d'étudiants.



LES ÉVÉNEMENTS CLEFS DU MOIS



L'industrie du jade de nouveau au centre de l'actualité. Au mois de mai, au moins 24 personnes sont décédées et 70 ont disparu suite à 2 glissements de terrain dans des mines de jades à Hpakant dans l'État Kachin. Ces 6 derniers mois la région a déjà connu 14 glissements de terrains mortels. La LND a indiqué son intention de faire de la réforme du secteur l'une de ses priorités. L'objectif sera de restreindre la production de jade dans l'État Kachin et d'adopter de nouvelles règles environnementales pour encadrer cette industrie particulièrement peu contrôlée.

En attendant, les organisations de la société civile demandent à ce que toutes les activités d'extraction du jade soient suspendues tant que le gouvernement n'aura pas mis en place ces réformes. Mais celui-ci a seulement annoncé qu'il ne délivrerait plus de licence d'exploitation. Au moins 50 montagnes dans la zone de Hpakant ont déjà été transformées en décombres. Par ailleurs, 2 entreprises de jade dans la région ont été les cibles de bombes, apparemment pour avoir refusées de céder aux demandes des trafiquants.

Les mesures des 100 premiers jours du gouvernement se précisent. Au mois de mai, le gouvernement de la LND a poursuivi la mise en place de sa "stratégie pour ses 100 premiers jours", en précisant notamment ses mesures concernant la sécurité, l'État de droit, et la lutte contre la criminalité. Dès le 30 mars, les ministères avaient été invités à présenter leurs priorités mais beaucoup d'entre eux ont pris du retard.



- LE MINISTRE DE L'INFORMATION a déclaré que les médias étatiques délivreraient une information quotidienne et précise sur les projets ministériels, y compris via Facebook et les centres d'assistance téléphonique.
- LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION ET DE LA POPULATION a confirmé que le Parlement ferait du processus de contrôle de la citoyenneté, une priorité pour les 100 premiers jours de son ministère. Cette déclaration fait suite à la demande d'un parlementaire du Parti National Arakanais (ANP), de respecter la loi sur la citoyenneté de 1982 qui exclut les Rohingyas de la nationalité birmane.
- Au mois de mai, LE MINISTRE EN CHARGE DE LA RÉGION DE RANGOUN a indiqué qu'il prioriserait la lutte contre les activités illégales et notamment la corruption au sein de la police. Dans la région de MANDALAY, son homologue a proposé qu'un médiateur soit nommé dans les Cours de justice locales pour les cas liés aux situations politiques, à la liberté de la presse, au droit à la terre, aux droits de l'homme, à la drogue, à la tranquillité du peuple et à toutes les procédures mal gérées dans le passé. La police sera par ailleurs réformée.
- D'AUTRES PRIORITÉS pour les 100 premiers jours du gouvernement ont été mises en place en Birmanie et notamment : creuser des puits pour faire face aux pénuries d'eau à travers le pays et mettre fin aux conflits dans l'Etat d'Arakan.

Pas de politiques pour la paix et les droits de l'homme dans le plan des 100 premiers jours du gouvernement

? Malgré l'intégration d'activistes et de législateurs en faveur des droits de l'homme et de la paix au sein du gouvernement, les stratégies présentées pour les 100 premiers jours du nouveau régime semblent décevantes. Un législateur de la minorité Ta'ang a par exemple fait une proposition au Parlement pour mettre fin aux affrontements dans l'État Shan et permettre aux enfants qui vivent dans les camps de déplacés de retourner à l'école. Cette proposition n'a pas abouti et le législateur n'a obtenu que peu d'information sur l'aide qui sera adressée aux personnes déplacées internes. Le secrétaire général de l'Association pour l'Assistance des Prisonniers Politiques a également déclaré que le Parlement n'avait pas encore prévu d'amender les lois répressives qui permettent de faire de n'importe qui, un prisonnier politique.



Conflits armés et abus sur les civils. Au mois de mai, les affrontements ont repris dans l'Etat Shan entre l'armée Shan (RCSS) et l'armée Ta'ang (TNLA). La TNLA accuse toujours l'armée birmane d'aider la RCSS à étendre son contrôle sur son territoire, au Nord de l'Etat Shan. L'armée birmane aurait utilisé des civils comme boucliers humains lors de ses affrontements avec l'armée Shan du Nord (SSPP/SSA). Elle aurait aussi recouru à la torture et aux meurtres de 3 à 8 civils. Les affrontements hors de l'Etat Shan auraient diminué dans le reste du pays, bien qu'au moins une attaque de la Tadmaw ait été rapportée dans l'Etat Kachin.

Manifestations contre la guerre civile dans l'Arakan. Au début du mois de mai, des manifestations à Rangoun et dans l'État d'Arakan ont été organisées pour appeler à l'arrêt immédiat des affrontements entre l'armée birmane et l'armée Arakanaise (AA). Ces affrontements auraient entraîné depuis mi-avril, le déplacement d'au moins 1 100 habitants répartis au sein de 8 camps temporaires. Les manifestants se sont également opposés aux arrestations menées par l'armée birmane contre des civils soupçonnés d'être liés à l'Armée Arakanaise.

Manifestations pour les droits sociaux et du travail. Le 18 mai, des officiers de police ont arrêté 86 manifestants qui marchaient jusqu'à la capitale pour rencontrer le gouvernement et demander de meilleures conditions de travail, une amélioration de leur salaire et la réintégration des 161 ouvriers récemment licenciés pour avoir pris part aux protestations pour plus de droits sociaux. Les conditions de marche très difficiles (plus de 40 degrés) ont séparé le cortège en 2, mais les premiers ouvriers sont parvenus à arriver à 5 miles de Nay Pyi Daw avant d'être arrêtés.



Le lendemain, 51 des manifestants ont été accusés de troubler l'ordre public et risquent une peine pouvant aller jusqu'à plus de 2 ans de prison. D'autres manifestants ont été relâchés après s'être engagés à ne pas poursuivre la protestation.

Les discussions de paix évoluent avec la création du Centre pour la Paix et la Réconciliation Nationale (NRPC). Le 14 mai, la Conseillère d'État Aung San Suu Kyi, a visité le Myanmar Peace Center (MPC), récemment dissout. Accompagnée par le médiateur Dr Tin Myo Win, il s'agissait d'une visite destinée à accélérer la création du National Reconciliation and Peace Center (NRPC), en remplacement du MPC. Le 16 mai, il a été confirmé que le NRPC serait une organisation dirigée par le bureau de la Conseillère d'État. Quant aux discussions de paix, elles devraient être basées sur l'accord de cessez-le-feu national, et être réinitialisées en fonction du dialogue politique. Dr Tin Myo Win dirigera le NRPC et a confirmé qu'une conférence de Panglong du XXIème siècle aurait lieu à la fin du mois de juillet. Suite à des discussions avec la LND, L'armée Wa (non signataire de l'accord de cessez-le-feu) aurait indiqué qu'elle souhaitait prendre part au processus de paix, à conditions que la Chine soit également impliquée.



De nouveaux liens militaires entre la Birmanie et la Russie. Un nouvel accord de coopération militaire entre les deux pays a été approuvé par le Parlement au mois de mai avec l'approbation du ministère de la défense et du président de la Birmanie. Il souhaite renforcer les liens militaires, envisage des exercices militaires conjoints ainsi qu'une coopération sur des sujets de sécurité internationale et d'activités anti-terroristes.

LES FOCUS DU MOIS**EN BIRMANIE, LORSQU'IL S'AGIT DES ROHINGYAS, AUNG SAN SUU KYI CONTINUE DE FAIRE L'AUTRUCHE**

L'Union Européenne a prolongé son embargo sur les armes d'une année en Birmanie et les États-Unis ont clarifié leur position vis-à-vis de ce pays en pleine transition. Ils continueront de soutenir la Birmanie, notamment via les investissements étrangers, mais leur appui ne sera pas total tant que de véritables réformes ne seront pas mises en place en Birmanie. Le Secrétaire d'État américain, John Kerry, en visite sur place, a notamment émis des réserves quant au rôle toujours important de l'armée en politique, la mainmise des proches des militaires sur l'économie et surtout la persécution continue de la minorité musulmane des Rohingyas.



Pour le président Barack Obama, la Birmanie doit mettre fin, de toute urgence, à la persécution des Rohingyas, et notamment au déni de leur citoyenneté, de leur droits politiques et de leur libertés de déplacement. Toutefois malgré l'élection d'un gouvernement issu de l'opposition qui revendique le respect des droits humains depuis près de 30 ans, le débat autour de la minorité est toujours explosif et les autorités ne semblent toujours pas prendre les mesures nécessaires pour y remédier. Quatre ans après les violences qui ont conduit plus de 100 000 personnes à fuir leur foyer pour vivre dans des camps de déplacés aux conditions inhumaines, la situation n'a fait qu'empirer et des dizaines de milliers de personnes ont tenté de fuir le pays au péril de leur vie.

Au mois d'avril, suite à la mort d'une douzaine de personnes après le naufrage d'un bateau transportant une soixante de personnes dont une majorité issues de minorités musulmanes, les États-Unis ont publié un communiqué faisant part de leurs préoccupations. Leur utilisation du terme « Rohingya » dans le communiqué a aussitôt donné lieu à des manifestations de bouddhistes extrémistes devant l'ambassade des États-Unis à Rangoun, et ravivé la polémique sur le nom à utiliser pour désigner la minorité.

Ces moines nationalistes refusent en effet de reconnaître le terme « Rohingya », arguant que les près d'un million de personnes qui composent la minorité sont des « d'immigrés illégaux », majoritairement venus du Bangladesh. Les manifestants sont allés jusqu'à demander la démission de l'Ambassadeur américain, Scot Marciel.

Suite à ces manifestations, la conseillère d'État et ministre des Affaires étrangères Aung San Suu Kyi, a appelé les États-Unis à ne plus utiliser le terme controversé « Rohingya », « pour apaiser les tensions ». L'ambassadeur américain a réagi en déclarant que : « Les communautés, partout dans le monde, ont le droit et la possibilité de décider comment elles souhaitent être désignées. Et normalement, lorsque cela arrive, nous les appelons

par le nom qu'elles ont choisi. Il ne s'agit pas d'une décision politique, mais juste d'une pratique normale ». La représentante des Affaires étrangères a ensuite précisé que Marciel avait le droit d'appeler la minorité comme il le souhaitait mais que l'utilisation du terme « Rohingya » risquait d'enflammer les tensions communautaires en Birmanie.

Quoi qu'il en soit, après deux mois au pouvoir, la prix Nobel de la Paix n'a toujours pas pris de mesures pour venir en aide à la minorité persécutée et ne semble pas être réceptive aux pressions internationales. Bien qu'il ne soit pas évident d'aller à l'encontre des groupes extrémistes birmans et du mépris d'une partie importante de la population pour la minorité musulmane, prendre des mesures contre les discriminations des Rohingyas est essentiel sur le plan des Droits de l'Homme et de la situation humanitaire. Cela constitue également un enjeu politique phare puisque si le nouveau gouvernement ne met pas fin aux pratiques discriminatoires mises en place par les différents régimes militaires, son image de défenseur des droits de l'Homme sera forcément impactée et sa stabilité ébranlée. Le gouvernement de la LND bénéficie d'une majorité forte et d'un soutien populaire infaillible. Il est à même de supporter une controverse de court terme dont les mesures, bien qu'impopulaires, sont nécessaires. Il doit donc agir et vite en faveur des Rohingyas.

LE FUTUR DE LA BIRMANIE SE FERA-T-IL À PANGLONG ?

Alors qu'Aung San Suu Kyi a annoncé le 16 mai la formation d'un comité d'organisation de la « seconde conférence de Panglong » et la tenue de celle-ci à partir de fin juillet, le conflit armé continue dans l'état Shan entre l'armée birmane et plusieurs groupes ethniques. Le projet de la Conseillère d'État et « femme forte » du premier gouvernement démocratiquement élu plus d'un demi-siècle, suscite l'espoir que le processus de paix soit relancé. Pour la prix Nobel de la paix et fille d'Aung San, invoquer la conférence de Panglong est un moyen de se placer en continuité de la seule décision politique propice aux minorités, restée lettre morte à cause des soixante ans de junte militaire et de conflits avec les minorités ethniques. Encore faut-il que celles-ci n'y voient pas une simple évocation mais un réel projet politique fédérateur, où leurs voix puissent être entendues.

Cette nouvelle conférence nationale, devant inclure les 8 groupes signataires de l'accord de cessez-le-feu signé en octobre 2015 et une partie des groupes non-signataires, sera dirigée par Aung San Suu Kyi elle-même. Elle a également déclarée vouloir aboutir à une plus grande autonomie pour les états ethniques dans le cadre d'un fonctionnement plus fédéraliste de l'état birman, point revendiqué par les minorités depuis plus de 60 ans.

Le projet rappelle bien celui de son père au moment de la première conférence, mais la situation actuelle n'est plus celle de 1947 et les bonnes volontés ne suffiront pas à faire adopter des décisions qui redéfiniraient les pouvoirs locaux et risqueraient de retirer à l'armée de son importance.



(Pour en savoir plus, lire l'article en entier sur notre site)